

**NOTE RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ET LE CABINET AMERICAIN MCKINSEY & COMPANY**

**I. LES INTERVENTIONS OFFICIELLES DU CABINET MCKINSEY
DANS LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE**

Comme tout un chacun, l'Association REACTION 19 a pris connaissance de l'affaire dite « *McKinsey Gate* ». Cette affaire fait référence à l'étude du Sénat ayant pour intitulé « *Un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques* » publiée le 16 mars 2022, riche de quatre mois d'enquête et de 7 300 documents, elle met en avant le fait que le Président de la République et le Gouvernement ont eu recours à des cabinets privés notamment pour la crise sanitaire et sa gestion. Parmi les cabinets privés apparaît le Cabinet McKinsey&Company (ci-après McKinsey).

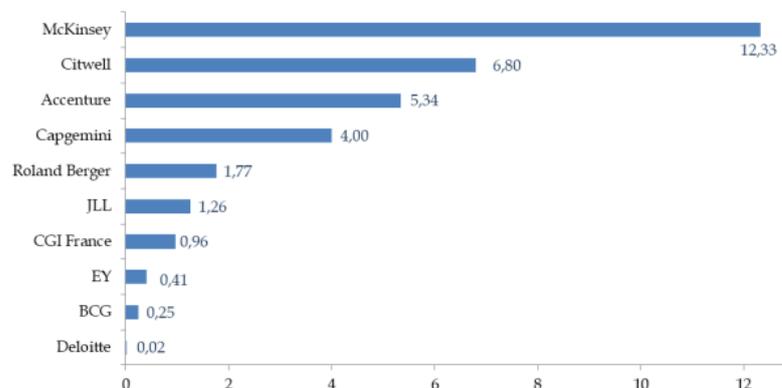
Officiellement, en 2021, les dépenses en conseil de l'État s'élèvent à plus d'un milliard d'euros, dont 893,9 millions pour les ministères et 171,9 millions pour un échantillon de 44 opérateurs.

Premièrement, aux côtés du cabinet Accenture, McKinsey a pour mission, de 2020 à 2022, « *L'évaluation de la stratégie nationale de santé* », pour un montant total de **1,2 million d'euros**.

Davantage, il apparaît dans ledit rapport que **trois cabinets concentrent trois quarts des dépenses, parmi eux : le cabinet McKinsey**, qualifié par le Sénat de « *clef de voûte de la campagne vaccinale* ».

Précisément, concernant les dépenses pour les conseils prodigués pendant la crise sanitaire, celles de McKinsey s'élèvent à **12,33 millions d'euros** hors Santé Publique France, faisant du cabinet le mieux payé.

**Répartition des dépenses de conseil pendant la crise sanitaire
(hors Santé publique France et en millions d'euros)**





Pour ce qui est de la campagne vaccinale, McKinsey est chargé de novembre 2020 au 4 février 2022 (incluant une interruption de trois mois à l'automne 2021) de quatre missions principales que sont :

Missions	Exemples d'actions associées
Organisation logistique	Étude des scénarios logistiques pour la distribution des vaccins Suivi des livraisons, des stocks, des injections et des rendez-vous
Indicateurs et outils de suivi	Production quotidienne d'indicateurs de pilotage de la campagne vaccinale Suivi d'un registre d'environ 250 actions et décisions clés
Analyses sectorielles sollicitées par le ministère	Plan d'actions pour la campagne de rappel de la 3 ^{ème} dose Point de situation sur les territoires ultramarins à l'été 2021
Gestion de projet	Préparation de réunions Appui à la restructuration de la <i>task force</i> « vaccins »

Ainsi, le cabinet McKinsey a la charge de plusieurs pans de la gestion de la santé en France, dont la « *crise sanitaire liée à la Covid-19* » et la « *vaccination contre la Covid-19* ».

Pour Santé Publique France, le cabinet McKinsey sera également choisi comme « *agent de liaison* » pendant trois (3) mois, à hauteur de **169.440 euros**.

Parmi d'autres missions, le cabinet McKinsey a été engagé pour la question de « *L'avenir de l'enseignant* » à hauteur de **486.800 euros** : en aidant le Professeur Y. Algan dans la préparation d'une colloque à l'UNESCO, qui sera annulé. L'aide prodiguée est composée d'une compilation de « *travaux scientifiques et de graphiques conçus à partir de données publiques* ». Un second colloque a été organisé et maintenu le 1^{er} décembre 2020, au Collège de France, mais seuls quelques graphiques de McKinsey seront utilisés.

Enfin, pour la réforme des Aides Personnalisées au Logement (APL), le cabinet McKinsey a été chargé de « *contrôler la viabilité des solutions informatiques de la Caisse* » pour une somme totale de **3,88 millions d'euros**.

Sous serment, le Ministre chargé de la santé, Monsieur O. VERAN confirmera les dires du cabinet McKinsey sur la « *discretion* » recherchée quant à ses propres interventions, lors de la gestion crise sanitaire : « *si vous aviez voulu [les] documents estampillés McKinsey présents dans le dossier, vous auriez trouvé une feuille blanche* ».

En effet, dira le Sénat : « *Le cabinet n'utilise pas son propre logo pour rédiger ses livrables mais celui de l'administration.* ».





Au regard des sommes extrêmement élevées, l'intervention conséquente du cabinet McKinsey dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire et ses liens importants avec le Président de la République actuel, l'Association **REACTION19** a jugé important de mettre à votre disposition les éléments suivants :

II. LE DOUTE QUANT À LA VÉRACITÉ DES COMPTES DE CAMPAGNE DÉCLARÉS PAR EMMANUEL MACRON

E. MACRON, candidat aux élections présidentielles de 2017, fait sa déclaration auprès de la Commission Nationale de Campagne et des Financements Politiques (ci-après : CNCCFP). Validée par décision de la Commission le 21 décembre 2017, les comptes sont publiés au JO.

Il apparaît dans les comptes que les partis politiques soutenant le candidat sont notamment EN MARCHE et LES JEUNES AVEC MACRON.

Par ailleurs, les dépenses totales exposées par EN MARCHE sont de 9.067.389,11 euros et de 11.125,13 euros pour LES JEUNES AVEC MACRON.

Des doutes ont été émis au sujet de la véracité des comptes de la part du journal Le Monde, Médiapart puis Radio France. **Les sommes avancées auraient largement dépassé ce qui a été déclaré.**

Le parti « *Les Républicains* » demande à ce qu'un réexamen soit effectué pour que la CNCCFP retire sa décision de validation des comptes d'E. MACRON. Néanmoins, la Commission aurait épuisé sa compétence et aucune autorité ne pourrait les remettre en cause.

Ladite Commission a rappelé dans son rapport d'activité 2018, que la demande des LR était irrecevable du fait du délai de six (6) mois qui était expiré pour se prononcer sur les comptes des candidats.

À défaut de plus de clarifications, le doute plane jusqu'à ce jour sur ce point.

Néanmoins, d'autres éléments sont plus certains.





III. LA QUESTION DU LIEN MACRON-MCKINSEY ET DU FINANCEMENT PAR MCKINSEY DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE MACRON

Une enquête publiée le 05 février 2021, intitulé « *McKinsey, un cabinet dans les pas d'Emmanuel Macron* » du média Le Monde met avant une chronologie comme suit :

En 2007, E. Macron est inspecteur des finances et il devient rapporteur général adjoint de la Commission Attali (pour une proposition de réformes économiques sous N. Sarkozy). E. Macron impressionne l'assistance, dont le dirigeant de McKinsey France : Eric LABAYE.

En 2016 : Ministre de l'Economie sous F. Hollande, E. Macron crée en avril 2016 le parti politique EN MARCHE. **Une dizaine de salariés de McKinsey travaillent sur les propositions d'économie et grands dossiers régaliens de l'Etat.** Or, EN MARCHE est le parti financeur de la campagne de Macron.

Dans le même mouvement, Guillaume LIEGEY, **travaillant à cette période à McKinsey**, collecte les données pour « *la grande marche* », qui est un évènement organisé par E. Macron. McKinsey s'occupera de mettre en forme le rapport.

En 2017, **après l'élection d'E. Macron comme Président, des consultants de McKinsey deviennent** : directeur de cabinet du secrétaire d'Etat au Numérique, chef de projets, DG de la REPUBLIQUE EN MARCHE.

Eric LABAYE, autrefois dirigeant de McKinsey France, est nommé par E. Macron : Président de Polytechnique en 2018.

En 2020, Martin BOHMER, **ancien dirigeant du parti politique LES JEUNES AVEC MACRON, financeur du candidat E. Macron en 2017, rejoint le cabinet McKinsey.**

Le cabinet McKinsey intervient également auprès du Ministère des Armées, constate l'enquête de Le Monde mais aussi le rapport du Sénat du 16 mars 2022.





À un degré plus élevé, Karim TADJEDDINE, **ami personnel d'E. Macron mais aussi directeur associé de McKinsey France**, serait le principal bénéficiaire des versements par le Gouvernement à l'occasion de « *la crise sanitaire liée à la Covid-19* » ou serait-il l'un des donateurs particuliers (grands donateurs) de la campagne de Macron en 2017 ?

En effet, plus de la moitié de la campagne de Macron a été financée par de grands donateurs ! **De mars 2016 à décembre 2017, Macron a levé 15.994.076 euros.** Jamais un candidat n'a rassemblé autant d'argent en si peu de temps auprès de particuliers, et en « *partant de rien* ». Toute la stratégie était prioritairement axée sur les grands donateurs : 800 personnes donnant à travers le parti politique ... **EN MARCHÉ, fondé en 2016 par E. Macron et des conseillers du cabinet McKinsey.**

En ce sens, le 8 mars 2022, un groupe de trois citoyens demandent par voie de requête au Conseil Constitutionnel à ce que la candidature d'E. Macron aux élections de cette année soit réexaminée, notamment parce que K. TADJEDDINE a « *participé à la levée de fonds en 2016* » en la faveur d'E. Macron.

IV. LE CABINET MCKINSEY ET LES IMPOTS FRANCAIS

McKinsey France est une succursale de McKinsey&Company, elle n'est donc pas juridiquement autonome et toutes ses activités remontent jusqu'à la société mère : McKinsey&Company.

Ainsi, elle ne paie aucun impôt en France, malgré les sommes extrêmement élevées qu'elle perçoit dans le cadre de son activité de conseils dans la gestion de la crise sanitaire 2019-2022 et le chiffre d'affaires s'élevant à plusieurs centaines de millions d'euros de 2011 à 2020, pour partie avec l'Etat français.

Le rapport du Sénat du 16 mars 2022 atteste que McKinsey est certes enregistré au Répertoire du Commerce et des Sociétés mais n'est imposé depuis 2011 qu'à hauteur de ... 0 euros.

Les seules impôts dont le cabinet s'acquitte sont dues à l'Etat américain du Delaware, à hauteur de 175 dollars ... par an !

C'est ce cabinet qui conseille les gouvernants de la France à des sommes vertigineuses, et ce malgré ses liens personnels entretenus avec le Président de la République et malgré ses liens évidents avec le laboratoire Pfizer.





V. LE CABINET MCKINSEY, CONSEILLER DE PFIZER

Le rapport du Sénat du 16 mars 2022 susmentionné, à sa page 262, atteste que Pfizer est client du cabinet McKinsey.

De manière encore plus étonnante, cette liste de clients était présente sur un premier devis du cabinet McKinsey, établi le 27 novembre 2020 et transmis par le Ministère des Solidarités et de la Santé, mais elle ne sera plus produite dans les commandes passées par ledit cabinet avec l'État français...

Concernant la politique « *vaccinale contre la Covid-19* » en France, à l'occasion de la loi du 5 août 2021 élargissant le dispositif du « *passé sanitaire* » et mis en place l'obligation vaccinale, l'Association REACTION 19 avait déjà mis le Conseil constitutionnel en alerte et demandé à son Président, Laurent Fabius, de se déporter pour conflits d'intérêts.

En effet, son fils Victor Fabius est le directeur associé de McKinsey&Company. Malheureusement, L. Fabius a tenu siéger malgré ce conflit d'intérêts évident.

Pour rappel, Pfizer avait été poursuivi aux Etats-Unis pour publicité mensongère relative à plusieurs médicaments et avait préféré accepter un accord à hauteur de 2.3 milliards de dollars avec la justice américaine, pour éviter d'être davantage sanctionné.

En conclusion, le cabinet McKinsey, prodiguant des conseils à Pfizer, dont le « *vaccin contre la Covid-19* » est le plus injecté sur le territoire français, est également le conseiller des gouvernants français exactement dans le cadre de la gestion de la « *crise sanitaire liée à la Covid-19* », à des sommes exorbitantes.

Il est également établi que les rapports entre E. Macron et le cabinet McKinsey sont certains et que cela constitue un conflit d'intérêts.

Enfin, ce sont ici autant d'éléments graves et concordants qui doivent constituer un empêchement à ce qu'E. Macron, ou son parti politique, puissent se présenter et participer à l'élection présidentielle et à ce qu'une enquête soit officiellement ouverte pour tout chef d'accusation pénal correspondant aux faits et actions.

Paris, le 06 avril 2022 par l'Association REACTION19

NB : les graphiques sont extraits de la synthèse du Sénat sur le rapport « *L'influence des cabinets de Conseil sur les politiques publiques* ».

